



Déclaration liminaire

CTSD du 4 septembre 2018

*Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs, membres du CTSD,*

Cette rentrée 2018 est marquée par l'inquiétude, la lassitude et la tension qui montent chez les personnels. ***Le gouvernement fait de la politique politicienne sur le dos de l'École pendant que les enseignants, personnels d'éducation, d'accompagnement et PsyEN, eux, font de l'éducation.*** L'Éducation, ce n'est pas qu'apprendre à lire, écrire, compter pour les élèves. Les élèves sont à l'école également pour réfléchir, comprendre, inventer, découvrir...

Le ministre n'a pas ménagé sa peine pour séduire les conservateurs : blouse, uniforme, redoublement, interdiction du portable, tout y passe... Plus sérieusement, les aménagements des programmes des cycles 2, 3 et 4 cochent toutes les cases du retour au « bon sens » : retour en force de la syllabique, de la dictée, abandon des compléments de phrase et du prédicat au profit du retour à une terminologie grammaticale obscure et inutile, retour du passé simple à toutes les personnes... La promotion des exercices répétitifs décontextualisés remplace l'incitation à stimuler l'intelligence en donnant du sens aux activités scolaires. ***Le ministère impose une vision passéiste de l'apprentissage de la lecture et du calcul basé sur la répétition.*** Les neurosciences sont régulièrement convoquées pour justifier l'imposition de démarches pédagogiques alors que les chercheurs eux-mêmes concèdent que les résultats en laboratoire ne sont pas duplicables en classe.

Les enseignants, de leur côté, ne sont pas que des exécutants. Leur rôle est d'accompagner, choisir, concevoir, émanciper. Injonctions, recommandations, repères et nouveaux programmes dès cette rentrée, nouvelles évaluations et annonce de l'installation d'un nouvel organisme d'évaluation du système éducatif montrent que nous sommes engagés dans un « pilotage par les résultats » tout en maintenant un dirigisme ministériel fort. Les réformes imposent le « comment travailler » sans permettre aux équipes de réguler leur action par des évaluations appropriées accompagnées de moyens pour répondre aux besoins identifiés, tout en méprisant le travail des personnels avec une publication en plein été.

Le SE-Unsa ne se reconnaît pas dans cette vision de l'École et de son pilotage vertical et dirigiste. Il appelle le ministre à promouvoir la collaboration plutôt que la compétition, la mixité sociale plutôt que l'entre-soi, la confiance dans les personnels en soutenant le développement de leurs compétences professionnelles plutôt que l'imposition de méthodes soi-disant efficaces. Il est urgent que le ministère donne visibilité et soutien aux personnels.

Nous terminerons cette déclaration par quelques mots sur les derniers ajustements de la carte scolaire. ***Certaines écoles devront être étudiées avec la plus grande attention. La seule lecture des effectifs globaux ne saurait suffire à la compréhension du terrain et du quotidien qui attend nos collègues.*** Une moyenne d'élève par classe en dessous des seuils peut cacher des situations plus complexes : des classes peuvent tout de même se retrouver avec de nombreux élèves, ou avec des organisations pédagogiques complexes (inclusion, enfant en situation de handicap, accueil d'enfants allophones...). Certaines écoles, même rurales, font face à des publics comparables à l'éducation prioritaire sans en avoir l'appellation.

L'UNSA-Education rappelle la nécessité de revoir à la baisse les effectifs des classes. Nous revendiquons la limitation des effectifs à 24 élèves par classe.

Quant à la maternelle, les programmes évoquent une école de la bienveillance qui doit permettre la réussite de chacun. Des classes surchargées ne facilitent pas une telle mission. Il nous paraît important d'abaisser les seuils et de comptabiliser les moins de trois ans qui sont bien présents dans bon nombre d'écoles.

